

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

À Travers Nos Régions

PORT-GENTIL : LES EX-EMPLOYÉS DE PERENCO RÉCLAMENT LA VISITE MÉDICALE POST-EMPLOI

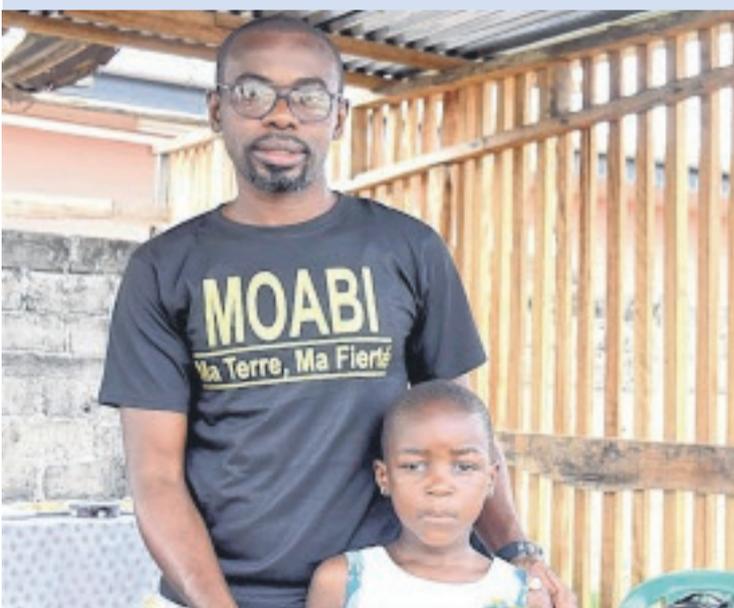
Photo : Jean Paulin Allogo



EN présence du leader provincial de la plateforme "Entente syndicale des travailleurs du Gabon" (ENSYTG), Steeve Douckaghas, le collectif des ex-employés de Perenco Oil & Gas Gabon (CEPOGG) a tenu une assemblée générale récemment pour réclamer la visite médicale post-emploi. Selon le Collectif, les articles 208, 209 et 210 du Code du travail en vigueur ne sont pas respectés. Et réclame, de ce fait, l'exécution de la visite médicale post-emploi du fait de multiples décès des employés du secteur pétrolier après cessation de leurs activités. La direction générale de Perenco est invitée à harmoniser les relations employeurs-employés en appliquant certaines dispositions de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, et du Code du travail en République gabonaise dont l'article 3 dispose que "le travail est une source de valeur, il exige que les libertés et la dignité de celui qui exerce soient respectées. Les conditions dans lesquelles il est accompli doivent permettre au travailleur et aux membres de sa famille de subvenir à leurs besoins, protéger leur santé et jouir de conditions de vie décente", a rappelé le président du CEPOGG, Armel Abbibe Nzoghe.

PORT-GENTIL : LE BEAU GESTE DE L'ASSOCIATION "MURIME-U-MOSSSI"

Photo : Koumous



L'ASSOCIATION "Murime-U-Mossi" ou "Même cœur", est une plateforme qui regroupe les ressortissants de Moabi (département de la Douigny, dans la province de Nyanga) résidant à Port-Gentil. Il y a peu, ses membres étaient au chevet des enfants – plus d'une soixantaine – auxquels ils ont remis des ouvrages d'instruction dans les matières littéraires, scientifiques et économiques par niveaux d'étude. "Nous savons que les livres coûtent cher comme la vie l'est actuellement dans notre pays. Acceptez ces modestes manuels et surtout faites en un bon usage", a exhorté le président de l'Amicale qui a salué les "bons résultats" de l'année scolaire écoulée et encouragé les enfants bénéficiaires à redoubler d'efforts cette année encore pour honorer leurs parents et les motiver à faire plus pour leur scolarité. La jeune Victoire Moutsinga a remercié l'association donatrice pour cet acte de solidarité. "votre geste nous honore et nous comble de plaisir. Soyez-en rassurés que vos efforts n'iront pas dans l'eau, car nous ferons tout notre possible pour vous ramener des bons résultats en fin d'année", a-t-elle promis.

JPA & SYM

Kango : le ministre Ignoumba visite la ZAP d'Andem



Photo : C.G.K

Au terme de la visite de la ZAP de Kango à Andem.

Christian KOUIGA
Andem/Gabon

LE ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Jonathan Ignoumba, s'est rendu mercredi à la Zone agricole à forte productivité (ZAP) de Kango sise au village Andem.

Sur le site, en présence du directeur général de AOM Group, Parikh Rajesh, le patron de l'Agriculture a procédé au planting d'un bananier dans une plantation s'étendant sur plusieurs hectares.

De la présentation, il ressort que la ZAP de Kango est une émanation du gouvernement dans son souci

de réduire, peu à peu, le taux d'importation des denrées alimentaires. "L'objectif est de parvenir, d'ici à 2025, à la production de 50% des aliments consommés made in Gabon. 85% de ce que nous consommons revient de l'extérieur", a confié Jonathan Ignoumba.

Lancée en début juillet 2022, La zone agricole à forte productivité de Kango, fait ainsi partie des ZAP retenues dans les 5 localités des 3 provinces initialement identifiées pour accueillir ledit projet dans les 600 parcelles attribuées pour cette cause alimentaire nationale.

La ZAP de Kango va accueillir diverses cultures : banane, tu-

bercules, cultures maraîchères et fruitières, soja, concombre, arachide, etc.

Face aux préoccupations des populations, des assurances ont été données. Pour le ministre Ignoumba, les villageois impactés par ce projet ne seront pas laissés en rade. Il y a la main-d'œuvre locale et l'accompagnement dans les éventuels points d'entente.

Rappelons que le ministère des Eaux et Forêts avait participé aux travaux d'aménagement, de déboisement et de délimitation des blocs. Ainsi qu'aux travaux de valorisation des essences contenues dans lesdits blocs.

Franceville : Camélia Ntoutoume-Leclercq visite le CIMFEP de Mvengué

Guy MADJOUA SANGUETABA
Franceville/Gabon

PROFITANT de sa tournée de livraison des manuels scolaires à travers les différents chefs-lieux de province, la ministre en charge de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Camélia Ntoutoume-Leclercq, a visité, lors de l'étape du Haut-Ogooué, le Centre international multisectoriel de formation et d'enseignement professionnel (CIMFEP) de Mvengué.

Une visite qui lui a permis de s'imprégner du fonctionnement de cet établissement qui a pour rôle la transmission des compétences sur la base des programmes adaptés aux besoins du marché de l'emploi dans notre pays. En attente d'inauguration, le CIMFEP est un campus professionnel public doté d'équipements de formation de dernière génération. Dimensionné pour



Photo : Guy Madjoupa Sanguetaba

Camélia Ntoutoume-Leclercq lors de la visite du centre de Mvengué.

accueillir à long terme 1 000 étudiants, il compte à ce jour 400 apprenants inscrits dans diverses filières industrielles réparties en 3 niveaux : CAP, BEPI et BTS.

De construction récente, le centre multisectoriel de Mvengué est néanmoins confronté à quelques difficultés. Notamment de l'insuffisance de professeurs permanents, des personnels d'appui et des moyens roulants à l'absence du texte organique du

BTS et du budget de fonctionnement. Sans oublier le non-règlement des factures de certaines prestations.

Autant de maux qui constituent un frein à l'atteinte des objectifs, a expliqué le directeur général dudit centre, Dieudonné Letsoumou.

"Nous verrons comment régler tout cela au fur et à mesure", a rassuré la ministre Camélia Ntoutoume-Leclercq.